

PROGRAMME FINAL DE LA CONFÉRENCE, BIOGRAPHIES DES ORATEURS ET DES ANIMATEURS, LISTE DES PARTICIPANTS

Que manque-t-il dans la réponse à la crise financière mondiale?

Repenser le système financier mondial en temps de crise

Organisée par l'



En partenariat avec



The North-South Institute • L'Institut Nord-Sud



uOttawa
L'Université d'Ottawa
Canada's university

et



REMERCIEMENTS

Cette conférence n'aurait pas été possible sans le soutien financier d'organismes envers lesquels nous sommes extrêmement reconnaissants. Ces organismes sont :

Congrès du travail du Canada

Conseil canadien pour la coopération internationale –

Groupe de travail de l'Asie-Pacifique

Inter Pares

La Campagne du Millénaire de l'ONU

L'Institut Nord-Sud

L'Université d'Ottawa – École de développement international et mondialisation

Mouvement fédéraliste mondial (Canada)

Résultats Canada

PARTENARIATS – Merci à l'Institut Nord-Sud, à l'Université d'Ottawa et à l'École de développement international et mondialisation qui coparrainent cet événement.

COMITÉ DIRECTEUR – Merci aux membres du comité directeur pour leurs directives dans l'élaboration de cette conférence : John Dillon (KAIROS – Initiatives canadiennes oecuméniques pour la justice), Bill Morton et Roy Culpeper (Institut Nord-Sud), Gauri Sreenivasan (Conseil canadien pour la coopération internationale), Anna Nitoslawska (Congrès du travail du Canada), Catherine Coumans (Mines Alerte Canada) et Susan Spronk (École de développement international et mondialisation, l'Université d'Ottawa).

ORGANISATEURS DE LA CONFÉRENCE – L'Initiative d'Halifax désire remercier Candice Vetter et Luigamla Kashungnao pour leur assistance logistique et pour avoir participé à la préparation de documents pour la conférence.

BÉNÉVOLES – Merci à Nicole M. Deschênes, Nima Ghomeshi, Jane Maxwell, Sarah Peek, Arne Ruckert et Kent Spott.

BAILLEURS DE FOND - La Coalition de l'Initiative d'Halifax tient également à remercier la Charles Stewart Mott Foundation, le Centre de recherche pour le développement international, le Sigrid Rausing Trust ainsi que ses membres pour leur appui financier soutenu.

* * *

L'Initiative d'Halifax a été créée en décembre 1994 par des ONG canadiennes pour faire en sorte que la réforme en profondeur des institutions financières internationales (IFI), plus précisément la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, occupe une place prioritaire à l'ordre du jour du Sommet du Groupe des Sept (G7) qui se tenait à Halifax. En 1999, l'Initiative d'Halifax lançait une campagne incitant Exportation et développement Canada, l'organisme canadien de crédit à l'exportation, à tenir compte davantage des questions touchant l'environnement et les droits de la personne. Aujourd'hui, l'Initiative d'Halifax est une coalition de 19 groupes œuvrant dans les domaines du développement, de l'environnement, de la foi religieuse, des droits de la personne et du travail, et elle assure une présence canadienne en matière d'éducation et de recherche d'intérêt public sur les IFI.

Nos membres sont :

Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix

Conférence des évêques catholiques du Canada,

Bureau des affaires sociales

Conseil canadien pour la coopération internationale

Les Amis canadiens de la Birmanie

Congrès du travail du Canada

Fonds pour la justice sociale des TCA

CUSO

Démocratie en surveillance

Falls Brook Centre

Kairos: Initiatives canadiennes oecuméniques pour la justice

Mines Alerte Canada

L'Institut Nord-Sud

Oxfam Canada

Oxfam Québec

RESULTS Canada

Droits et Démocratie

Comité pour la justice sociale

Fonds humanitaire des Métales

World Interaction Mondiale

La Coalition de l'Initiative d'Halifax

153, rue Chapel, bureau 104

Ottawa (Ontario) K1N 1H5

CANADA

Tél. : +1 613 789-4447

Télec. : +1 613 241-4170

info@halifaxinitiative.org

www.halifaxinitiative.org

PROGRAMME FINAL DE LA CONFÉRENCE

Que manque-t-il dans la réponse à la crise financière mondiale?

Repenser le système financier mondial en temps de crise

Les 19 et 20 octobre 2009
Ottawa, Canada

Objectifs

- Engager le gouvernement canadien dans une discussion sur les solutions à la crise financière mondiale qui ont été proposées par le G20 en avril et en septembre
- Poursuivre les travaux à partir des conclusions de la Commission Stiglitz et des acquis de la Conférence de l'ONU sur la crise financière et économique mondiale et ses effets sur le développement
- Éclairer les activités du Sommet canadien du G8 sur divers éléments de la crise financière mondiale, et décrire le rôle que peut jouer le Canada dans la résolution de ces problèmes
- Conscientiser la population canadienne, les parlementaires, les médias et les principaux décideurs à des solutions nouvelles à la crise financière

Résultats prévus

- Un document d'information de 6 à 8 pages sur les implications découlant de la discussion pour la politique canadienne à l'approche du G8 (G20 et le suivi de la Conférence de l'ONU sur la crise financière et économique mondiale)
- Des documents en baladodiffusion audio : les discours et peut-être aussi les discussions

* * *

Lundi 19 octobre

90 Complexe résidentiel, salle 140, Université d'Ottawa

(ouvert au grand public)

17 h 30 – *Penser l'impensable – La crise financière mondiale comme occasion de changements transformateurs et systémiques?*
19 h 30

Bienvenue et présentation des experts invités

Catherine Coumans, présidente sortante, Coalition de l'Initiative d'Halifax et John Sinclair, agrégé supérieur de recherche, École de développement international et mondialisation, Université d'Ottawa

Modératrice : Kari Polanyi Levitt, professeure émérite d'économie, Université McGill

Causes de la crise financière mondiale et réponses proposées

Chuck Freedman, codirecteur, Centre pour l'économie monétaire et financière,
Université de Carleton *

Impacts de la crise et élargissement du programme de changement

Jomo K. Sundaram, Secrétaire général adjoint au développement économique,
Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies*

*Le rôle de l'ONU dans le règlement de la crise - Recommandations de la
Commission d'experts des Nations Unies*

José Antonio Ocampo, directeur, programme de développement économique et
politique, École d'affaires publiques et internationales, Université Columbia, et
membre de la Commission d'experts du président de l'Assemblée générale des
Nations Unies sur la réforme du système monétaire et financier international*

Questions et réponses et discussion

19 h 30 – 20 h 30 Réception – Université d'Ottawa

Mardi 20 octobre

**Salle Sir Guy and Lady Carleton, 2^{ème} étage, hôtel Residence Inn by Marriott, au
161, avenue Laurier Ouest**
(auditoire plus ciblé)

8 h – 9 h Inscription

9 h – 9 h 10 **Présentation et bienvenue**
Bill Morton, président, Coalition de l'Initiative d'Halifax*

9 h 10 – 9 h 30 **Survol thématique de la crise, de ses effets, des réponses actuelles et des
possibilités futures**
Roy Culpeper, président, L'Institut Nord-Sud*

Gouvernance et institution

9 h 15 – 11 h **Gouvernance économique mondiale en crise : nouveaux joueurs, nouveau
pouvoir**
Modérateur : Gordon Betcherman, professeur, École de développement
international et mondialisation, Université d'Ottawa*

Le rôle émergent du G20 comme forum suprême des chefs d'État

John Sinclair, Senior Fellow, School of International Development and Global
Studies, University of Ottawa

Réformer la gouvernance mondiale et redresser les déséquilibres du pouvoir
Domenico Lombardi, président, The Oxford Institute for Economic Policy, et
agrégé supérieur de recherche non résident, Brookings Institution

Questions et réponses et discussion

11 h – 11 h 15 Pause-café

Règles et politiques

11 h 15 – 13 h **Recueillir des fonds et les préserver – profiter des avantages de la mondialisation**

Modératrice : Teresa Healey, chercheuse principale, Service des politiques économiques et sociales, Congrès du travail du Canada

Réponses stratégiques au pouvoir absolu de la finance

Pablo Heidrich, chercheur principal, L'Institut Nord-Sud

Colmater les brèches

Raymond Baker, directeur, Global Financial Integrity

Le commerce extérieur de l'Afrique pendant la crise et la fin du cycle de Doha

Tina Nanyangwe, autrefois du Jesuit Center for Theological Reflection

Questions et réponses et discussion

13 h – 14 h Repas du midi

Regard vers l'avenir – Crise imminente de la dette?

14 h – 15 h 30 **Vers une pratique de prêts responsables**

Modérateur : John Dillon, coordonnateur – justice économique, KAIROS-Canada

Après les crises de l'endettement, des prêts responsables

Gail Hurley, agente de la politique et de la représentation, Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad)

Établir un mécanisme indépendant pour le règlement de la dette souveraine

Oscar Ugarteche, agrégé supérieur de recherche, Instituto de Investigaciones Económicas, UNAM, Mexico, et membre du Réseau latino-américain sur la dette et le développement (LATINDAD)

Questions et réponses et discussion

15 h 30 – 15 h 45 Pause-café

Perspectives sur les propositions de changement

15 h 45 – 17 h 15 **Repenser le système financier mondial – gérer les risques de la mondialisation**

Modératrice : Cristina Rojas, professeure, Norman Paterson School of International Affairs, Université Carleton

Repenser l'architecture financière mondiale – perspectives du Groupe intergouvernemental des 24

Amar Bhattacharya, directeur, Groupe intergouvernemental des 24

Repenser l'architecture financière mondiale – perspectives de la société civile
Soren Ambrose, coordonnateur – financement du développement, ActionAid International

Repenser le financement du développement mondial – perspectives du gouvernement canadien

John Davies, représentant du Canada à l'IDA et directeur, Division des finances internationales et de la politique du développement, Finances Canada

Questions et réponses et discussion

17 h 15 – 17 h 30 **Clôture et synthèse**

Gerry Barr, président-directeur général, Conseil canadien pour la coopération internationale et président de Éliminer la pauvreté (Canada)

Sur invitation seulement

18 h 30 – 19 h Vin d'honneur – sur invitation seulement

19 h – 22 h Dîner du 15^e anniversaire de l'Initiative d'Halifax – sur invitation seulement

BIOGRAPHIES – ORATEURS ET ANIMATEURS

Les biographies sont présentées par ordre alphabétique.

Soren Ambrose, coordonnateur – financement du développement, ActionAid International

Soren Ambrose est coordonnateur du financement du développement à ActionAid International. Il a été un membre éminent de nombreux organismes, dont 50 Years is Enough, New Voices on Globalization, le Daughters of Mumbi Global Resource Center et le Bank Information Center. Il a été cité par la BBC, le *New York Times*, le *Washington Post* et d'autres et il a fait l'objet d'un article du *Financial Times*. Il a été l'un des principaux organisateurs des manifestations d'avril 2000 contre le FMI et la Banque mondiale à Washington.

Raymond Baker, directeur de Global Financial Integrity

Raymond Baker est directeur de l'organisme Global Financial Integrity et attaché supérieur de recherche au Center for International Policy à Washington. Il a écrit *Capitalism's Achilles Heel: Dirty Money and How to Renew the Free-Market System*, cité par le *Financial Times* comme « l'un des meilleurs ouvrages dans le domaines des affaires en 2005 », ainsi que *The Biggest Loophole in the Free-Market System*, *Illegal Flight Capital; Dangers for Global Stability* et *How Dirty Money Binds the Poor*. Il est une autorité respectée sur le plan international en matière de corruption, de blanchiment d'argent, de croissance et de politique étrangère. Il a beaucoup écrit et témoigné de ces questions devant des comités législatifs aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. Il est souvent invité à des émissions de télévision et de radio, notamment Nightline, CNN, NPR, Four Corners et GloboNews.

Gerry Barr, C.M., président-directeur général du Conseil canadien pour la coopération internationale

Gerry Barr est président-directeur général du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), une coalition qui représente une centaine des principales organisations non gouvernementales canadiennes œuvrant au développement international. Gerry Barr est membre de l'Ordre du Canada. Il a reçu la médaille Pearson pour la paix en 1996 en reconnaissance de son apport personnel à l'aide aux pays en développement, à la médiation lors de conflits et aux changements pacifiques par la coopération internationale.

Il copréside la campagne Abolissons la pauvreté (Make Poverty History) au Canada. Ce mouvement antipauvreté fait campagne en faveur d'une aide plus généreuse et mieux pensée, du commerce équitable, de l'annulation de la dette des pays les plus pauvres dans le monde, mais également de l'éradication de la pauvreté infantile au Canada. Gerry Barr copréside aussi la Coalition internationale de surveillance des libertés civiles, une coalition nationale qui s'est donné pour mission d'examiner les répercussions des lois contre le terrorisme sur les droits de la personne et d'engager un débat public sur la question au Canada et à l'étranger.

Avant de se joindre au CCCI en janvier 2001, Gerry Barr a occupé le poste de directeur général du Fonds humanitaire des métallos, une organisation non gouvernementale issue du milieu syndical qui subventionne les projets d'organisations partenaires dans treize pays et cinq régions du monde. Il a siégé à divers conseils d'administration et comités permanents, y compris ceux de L'Institut Nord-Sud (1994-2000), du Ethical Trading Action Group (1996-2000), et du Groupe de réflexion sur la Corne de l'Afrique (1991-1993).

Gordon Betcherman, professeur, École de développement international et mondialisation, Université d'Ottawa

Gordon Betcherman est professeur à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa. Il a été expert des normes du travail et de la protection sociale à la Banque mondiale, où il a dirigé des activités de recherche, de politiques et de soutien opérationnel, entre autres dans les domaines des relations industrielles, des normes fondamentales du travail, des lois du travail, des politiques actives du marché du travail et du soutien aux chômeurs. Avant de se joindre à la Banque mondiale, il était l'un des principaux chercheurs et analystes canadiens sur les questions de chômage. Il est professeur invité à la School of Policy Studies de l'Université Queen's, directeur des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, membre du Comité consultatif de Statistique Canada sur les statistiques du travail et membre du comité de rédaction du *Canadian Business Economics Journal*.

Amar Bhattacharya, directeur du Groupe intergouvernemental des 24

Amar Bhattacharya est actuellement directeur du Groupe des 24. Le Groupe intergouvernemental des vingt-quatre sur les questions monétaires internationales et le développement (G-24) a été créé en 1971 dans le but d'aider les pays en développement à articuler et à appuyer leur position dans les discussions internes au FMI, à la Banque mondiale et dans d'autres forums connexes. Avant d'occuper son poste actuel, M. Bhattacharya a connu une longue carrière à la Banque mondiale. Le dernier poste qu'il y a occupé a été celui de conseiller principal et de chef du Groupe de la politique internationale et des partenariats du secteur Réduction de la pauvreté et gestion économique de la Banque mondiale. À ce titre, il a été au cœur de l'engagement de la Banque mondiale auprès de regroupements internationaux tels que le G7/G8 et le G20 et d'institutions telles que le FMI, l'OCDE et le Secrétariat pour les pays du Commonwealth, notamment sur la réforme de l'aide et l'architecture financière internationale.

Catherine Coumans, Ph.D., coordonnatrice à la recherche et coordonnatrice du programme Asie-Pacifique de Mines Alerte Canada

Catherine est coordonnatrice à la recherche pour Mines Alerte Canada, un organisme qui s'intéresse aux problèmes liés à la santé publique, à la qualité de l'air et de l'eau, à l'habitat des poissons et des animaux et aux intérêts des collectivités posés par les politiques et les pratiques minières irresponsables adoptées au Canada et par des entreprises canadiennes à l'étranger. Catherine a supervisé des projets de recherche canadiens et internationaux et cosigné des rapports jugés par les pairs sur des sujets tels que la comptabilisation du coût complet de l'activité minière, la revitalisation de l'économie des collectivités dépendantes de l'activité minière, l'évacuation sous-marine des résidus miniers, l'évaluation des répercussions de l'activité minière sur les droits de la personne et la recherche participative en santé. Elle a publié de nombreux articles dans des revues et des livres sur des questions liées à l'activité minière, et elle a contribué à l'ouvrage collectif *The Framework for Responsible Mining: A Guide to Evolving Standards* (2005).

Catherine travaille également avec des organismes non gouvernementaux et des collectivités touchées par l'activité minière en Inde, en Birmanie, en Thaïlande, en Indonésie, aux Philippines, en Papouasie-Nouvelle Guinée et en Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Ses travaux sont particulièrement centrés sur les peuples indigènes touchés par les entreprises minières canadiennes présentes dans ces régions. Catherine a aussi participé à divers processus multilatéraux parrainés

par le gouvernement. Récemment, elle a fait partie du Groupe consultatif du gouvernement pour les Tables rondes nationales sur la RSE et l'industrie extractive canadienne dans les pays en développement. Elle siège actuellement au comité directeur du programme de recherche multilatéral appelé Neutralisation des eaux de drainage dans l'environnement minier (NEDEM) et elle est présidente sortante de la Coalition de l'Initiative d'Halifax.

Catherine est titulaire d'une maîtrise ès sciences de la London School of Economics et d'un doctorat en anthropologie culturelle de l'Université McMaster. Elle a mené une recherche postdoctorale à l'Université Cornell et elle a enseigné à Cornell et à McMaster.

Roy Culpeper, président et directeur général de l'Institut Nord-Sud

Roy Culpeper détient un doctorat en économie de l'Université de Toronto (1975). Il s'est joint à l'Institut Nord-Sud en 1986, où il a été vice-président et coordonnateur de la recherche de 1991 à 1995, année où il a été nommé président. Avant de se joindre à l'INS, il a travaillé successivement au Secrétariat à la planification du Cabinet du gouvernement manitobain, au ministère fédéral des Finances et au ministère des Affaires extérieures et du commerce international. De 1983 à 1986, Culpeper a été conseiller auprès de l'administrateur canadien de la Banque mondiale à Washington. À l'Institut Nord-Sud, il a effectué des recherches sur un champ très large de sujets touchant les finances internationales et, de 1993 à 1995, il a dirigé le plus important projet jamais mené par l'INS, soit une étude approfondie de quatre banques régionales de développement. Culpeper a signé de nombreuses publications, dont *Le Canada et les « Gouverneuses du Globe » : La Réforme des Banques multilatérales de développement* et *Titans ou Monstres? Les Banques multilatérales de développement*. Depuis son arrivée à la présidence, l'INS a publié chaque année son *Rapport canadien sur le développement* et a lancé des travaux de recherche dans de nouveaux domaines, notamment la responsabilité sociale des entreprises et la sécurité humaine.

John Davies, directeur et sous-gouverneur de l'Association internationale de développement (IDA), Division des finances internationales et du développement, ministère des Finances Canada.

John Davies s'est joint au ministère des Finances en 2001. La Division pour laquelle il travaille s'occupe de la Banque mondiale et d'autres banques de développement multilatérales. Elle dirige aussi bon nombre d'aspects liés aux relations entre le FMI et les pays en voie de développement, au budget de l'aide internationale, aux questions reliées à l'allègement de la dette et au financement des exportations.

John Dillon, coordonnateur – justice économique, KAIROS-Canada

John Dillon s'est spécialisé en recherche sur les questions de commerce et de financement internationaux pour le compte des Églises du Canada avec le projet GATT-Fly qui a ensuite pris le nom de Coalition œcuménique pour la justice économique. John poursuit à présent la même mission en tant que Coordonnateur de programme pour KAIROS, Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice.

Chuck Freedman, codirecteur du Centre pour l'économie monétaire et financière, Université de Carleton.

Chuck Freedman est chercheur expert invité à la Faculté d'Économie et codirecteur du Centre pour l'économie monétaire et financière de l'Université de Carleton. De 1974 à 2003, il a

travaillé à la Banque du Canada où il a occupé le poste de sous-gouverneur de 1988 à 2003. Ses principales fonctions étaient alors reliées à la conception d'une politique monétaire ainsi qu'aux questions concernant les institutions financières et les systèmes de compensation et de règlement.

Avant de se joindre à la Banque du Canada en 1974, Chuck Freedman était membre du corps professoral de l'Université du Minnesota. Il a également été économiste-invité de Clifford Clark au ministère des Finances, membre du Forum sur la stabilité financière et du Comité sur les systèmes de compensation et de règlement au sein de la Banque des règlements internationaux.

Après avoir pris sa retraite, Chuck Freedman a collaboré en tant que consultant avec de nombreuses banques centrales et a participé à des ateliers du FMI sur le thème du ciblage de l'inflation. En collaboration avec le personnel de la Division de recherche du FMI, il participe actuellement aux recherches sur le ciblage de l'inflation et a publié un livre sur ce thème pour le FMI. Il est également directeur et président du comité de vérification de la Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (CDS).

Chuck Freedman a fait ses études à l'Université de Toronto, à l'Université d'Oxford et au M.I.T. où il a obtenu son doctorat en économie.

Teresa Healey, professeure auxiliaire de recherche, Institute for Political Economy, Université Carleton

Teresa Healy est professeure auxiliaire de recherche à l'Institut d'économie politique (Institute for Political Economy) de l'Université Carleton, associée de recherche au Centre canadien de politiques alternatives, chercheuse en chef au Service des politiques économiques et sociales du Congrès du travail du Canada, a travaillé antérieurement au Syndicat canadien de la fonction publique. Elle détient un doctorat en Science politique de l'Université Carleton et a enseigné à l'Université Sir Wilfrid Laurier et à l'Université Trent. Elle se spécialise dans les questions d'intégration nord-américaine, de syndicalisme et de secteur public, et elle est l'auteur de *Gendered Struggles Against Globalization in Mexico*.

Pablo Heidrich, chercheur principal dans le secteur commerce et développement à l'Institut Nord-Sud (INS)

Pablo Heidrich est chercheur principal dans le secteur commerce et développement à l'INS. Antérieurement, il a travaillé au Réseau latino-américain de politique commerciale (Argentine). Il travaille actuellement sur l'économie politique du commerce et des finances, les politiques commerciales en temps de crise financière, la coopération régionale en matière de commerce et de finances, et l'économie politique de l'énergie. Il possède une expertise régionale de l'Amérique latine et de l'Extrême-Orient. Ses projets de recherche récents comprennent : *BRICS Strategies at the WTO in a Global Crisis* (2009), *Policy Responses to Unfettered Finance* (2008-2009), *Financial Crises and Trade Disputes* (2006-2008), *Trade and Economic Policies of the New Latin American Left* (2007), *Energy and Infrastructure Integration in South America* (2005-2007). Il a une formation en relations internationales (Manhattanville College, É.-U., et FLACSO, Argentine), en développement économique (Université de Tsukuba, Japon) et en économie politique internationale (University of Southern California, É.-U.).

Gail Hurley, agente de la politique et de la représentation, Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad)

Gail Hurley est agente de la politique et de la représentation au Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad). Elle est responsable des travaux d'Eurodad sur la dette multilatérale, la dette illégitime et l'architecture financière. Avant de se joindre à Eurodad, elle a été coordonnatrice du Centre européen du volontariat, à Bruxelles. Elle a aussi travaillé à la Commission européenne. Elle détient un baccalauréat avec spécialisation de l'Université de Liverpool et une maîtrise en études du développement de la School of African and Oriental Studies de la University of London.

Kari Polanyi Levitt, professeure émérite d'économie, Université McGill

Kary Polanyi Levitt est professeure émérite d'économie à l'Université McGill, où elle est spécialisée en économie politique et en économie du développement. Elle est aussi membre fondatrice de l'Association canadienne d'études du développement international, présidente honoraire de l'Institut Karl Polanyi d'économie politique à l'Université Concordia et lauréate du Prix J. K. Galbraith décerné par le Progressive Economics Forum of Canada. Parmi ses publications, notons *Silent Surrender: The Multinational Corporation in Canada; Reclaiming Development: Independent Thought and Caribbean Community; et Essays on the Theory of Plantation Economy: A Historical and Institutional Approach to Caribbean Economic Development*, rédigé en collaboration avec Lloyd Best et publié récemment.

Domenico Lombardi, président de l'Oxford Institute for Economic Policy

Domenico Lombardi est président de l'Oxford Institute for Economic Policy (OXONIA). Il est membre des principaux forums sur les politiques tels que la Brookings Institution, le Conseil international du comité Bretton Woods, le Groupe de travail du G20, le Groupe de travail du G8, l'Institut Aspen en Italie et l'Institut des Affaires internationales à Rome. Le Dr. Lombardi est le directeur d'édition du *World Economics* et fait partie du conseil d'administration de plusieurs revues. Auparavant, il a occupé le poste de conseiller auprès du Conseil exécutif de la Banque mondiale et de celui du FMI. La recherche universitaire du Dr. Lombardi est principalement axée sur la réforme du système monétaire et financier international et sur la création d'une nouvelle architecture d'aide. Plusieurs articles sur ses recherches ont été publiés dans des revues examinées par des pairs et ont servi de référence dans des audiences du Congrès et des rapports gouvernementaux. Son document *Finance, Development, and the IMF* vient tout juste d'être publié par Oxford University Press. Récemment, à la demande du directeur général du FMI, le Dr. Lombardi a écrit un rapport sur la réforme du FMI.

Le Dr. Lombardi a obtenu un diplôme universitaire de premier cycle en économie financière de l'Université Bocconi à Milan et a poursuivi un programme de cycle supérieur à l'Université de Harvard, à la London School of Economics et à l'Université d'Oxford (Nuffield College) où il a obtenu un doctorat en économie.

Andrea Martinez, Directrice, l'École de développement international et mondialisation, l'Université d'Ottawa

Andrea Martinez est professeur titulaire et directrice de l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa. De 2001 à 2004, elle a été la première coordonnatrice du réseau Femmes et développement dans le cadre des Réseaux interaméricains

de formation (RIF) du COLAM, consortiums d'universités offrant conjointement des programmes académiques qui privilégient une perspective interculturelle sur des thèmes féministes d'intérêt continental. De 2000 à 2006, elle a également occupé le poste de directrice de l'Institut d'études des femmes de l'Université d'Ottawa. Ses publications comprennent de nombreux articles ainsi que plusieurs chapitres de livres consacrés à la lutte contre la pauvreté, la violence et autres formes de privations matérielles chez les femmes marginalisées (réfugiées originaires d'Afrique ou aborigènes, mères mineures, femmes séropositives et victimes de la traite internationale des femmes). Récemment, son implication dans le domaine des droits en matière de sexualité et de procréation l'a amenée à créer des liens avec des partenaires universitaires, des groupes de femmes aborigènes et des ONG en Amérique latine (plus particulièrement au Chili, en Argentine, au Costa-Rica, au Pérou et au Brésil) afin de promouvoir l'équité et la justice sociale.

Bill Morton, chercheur principal, Institut Nord-Sud

Bill Morton travaillait à l'origine pour des organismes de services sociaux. Il a entamé sa carrière dans le développement international au sein d'Oxfam Australie en tant que Coordonnateur du Programme pour la Corne d'Afrique. Par la suite, il a travaillé pour une firme de consultants en développement international. En 2004, il s'est joint à l'Institut Nord-Sud où il occupe maintenant le poste de chercheur principal en Coopération au développement. Il dirige les travaux de recherche de l'Institut Nord-Sud sur la politique de l'aide internationale et son efficacité et sur le programme d'aide du Canada. Il est également l'actuel président de la Coalition de l'Initiative d'Halifax.

Tina Nanyangwe, ancienne coordonnatrice du Programme lié à l'aide, au commerce et à la dette pour le Jesuit Centre for Theological Research

De mars 2007 à août 2009, Tina Nanyangwe a occupé le poste d'agente de la politique et de la recherche en matière d'aide dans le cadre du Programme lié à l'aide, au commerce et à la dette pour le Jesuit Centre for Theological Research (JCTR). Elle avait pour mandat de concevoir et réaliser les études et outils appropriés en matière de recherche, d'élaborer des notes analytiques, et d'entreprendre des études sommaires et des études sur le terrain sur les questions socio-économiques. En 2008, elle est devenue coordonnatrice du Programme : elle a conduit de rigoureuses analyses sur le Budget national de la Zambie et a présenté la vision du JCTR sur les indicateurs économiques et budgétaires, en particulier ceux destinés à souligner l'adversité que supportent les pauvres en Zambie. Durant cette période, elle a également exercé en tant que professeur en études politiques à l'Université de Zambie. Durant toute la période où elle a travaillé pour le JCTR, elle a assuré la mobilisation des citoyens locaux dans diverses campagnes sur les questions commerciales, poussant le gouvernement à instaurer une loi afin d'améliorer la consultation de tous les citoyens sur les demandes de prêts nationaux et extérieurs et d'éviter que le pays ne sombre dans le piège de l'endettement.

Avant de travailler pour le JCTR, Tina Nanyangwe occupait le poste d'agente de surveillance et d'évaluation pour Afya Mzuri, une ONG zambienne fondée par le DFID et SHARE/USAID. Elle était spécialisée en programmes de prévention, traitements, soins et lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur privé, sur les lieux de travail et au sein des communautés.

En 2005, elle a obtenu un baccalauréat ès arts en économie et démographie de l'Université de Zambie.

José Antonio Ocampo, directeur, programme de développement économique et politique,

École d'affaires publiques et internationales, Université Columbia

José Antonio Ocampo, un citoyen colombien, détient un baccalauréat en économie et sociologie de l'Université Notre Dame (1972) et un doctorat en économie de l'Université Yale (1976). Il a reçu plusieurs prix et distinctions personnels, dont le Prix Leontief 2008 pour avoir repoussé les limites de la pensée économique et le Prix national des sciences « Alejandro Angel Escobar » 1988 de la Colombie. Depuis juillet 2007, il est professeur et directeur du programme de développement économique et politique de l'École d'affaires publiques et internationales et membre du Comité sur la pensée mondiale de l'Université Columbia. De plus, il est actuellement membre de la Commission d'experts du président de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la réforme du système monétaire et financier international. De 2003 à 2007, il a été Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales et, auparavant, Secrétaire général de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEALC). De 1989 à 1997, il a occupé divers postes de haut niveau au sein du gouvernement colombien, notamment ceux de ministre des Finances et des crédits publics, directeur (ministre) de la Planification nationale et ministre de l'Agriculture. Il a été directeur général de FEDESARROLLO, professeur d'économie à la Universidad de los Andes, professeur d'histoire économique à la Universidad Nacional de Colombia et professeur invité aux universités Cambridge, Oxford et Yale. Il a beaucoup publié sur la théorie et les politiques macroéconomiques, les questions de finances internationales, le développement économique et social, le commerce international et l'histoire économique de la Colombie et de l'Amérique latine.

Fraser Reilly-King, coordonnateur de la Coalition de l'Initiative d'Halifax

Fraser Reilly-King est coordonnateur de la Coalition de l'Initiative d'Halifax, la présence canadienne en matière de recherche et d'éducation d'intérêt public sur les institutions financières internationales et les organismes de crédit à l'exportation (OCE). Fraser est responsable de la coordination de tous les aspects du travail de la Coalition. Avant d'occuper le poste de coordonnateur, il a travaillé pour le Groupe de travail d'ONG sur Exportation et développement Canada, un groupe de travail de l'Initiative d'Halifax et référence canadienne auprès de ECA-Watch, un réseau de groupes internationaux visant à réformer les activités des OCE. Fraser fait partie de la Coalition depuis 2002. Il a aussi travaillé comme agent de communications à l'Association canadienne pour les Nations Unies, il a été stagiaire au Groupe de la jeunesse des Nations Unies à New York, et il a enseigné l'anglais (en Équateur et à Toronto). Il siège actuellement au Conseil du Canary Research Institute on Mining, Environment and Health. Fraser est titulaire d'une maîtrise ès sciences de la London School of Economics en études du développement axée sur la problématique hommes-femmes.

Cristina Rojas, Professeur, École des Affaires Internationales Norman Paterson, Université de Carleton

Cristina Rojas est professeur à l'École des Affaires Internationales Norman Paterson de l'Université de Carleton. Elle a également travaillé à l'Université Javeriana de Colombie. Elle est aussi chercheur expert invitée de Harvard, de l'Université de York et de l'Université de Caroline du Nord. Elle est l'auteur de *Civilization and Violence: Regimes of Representation in Nineteenth Century Colombia*, et a contribué à la publication de nombreux autres livres sur des sujets similaires.

John Sinclair, agrégé supérieur de recherches, École de développement international et

mondialisation, Université d'Ottawa.

John Sinclair est né au Royaume-Uni et a vécu de nombreuses années au Canada. Après avoir terminé ses études en économie à l'Université de Cambridge, il a suivi une carrière en développement international. Après avoir travaillé pour l'*Economist Intelligence Unit*, il est devenu conseiller économique du DFID-UK, principalement pour l'Asie. En 1974, il s'est joint à l'ACDI pour travailler avec eux sur l'Asie, l'Afrique et les questions de politiques mondiales incluant le dialogue Nord-Sud et l'endettement. Pendant plusieurs années, il a également travaillé pour la Banque mondiale, tout d'abord en tant que conseiller de l'administrateur pour le Canada, puis sur le programme de l'efficacité à l'échelle mondiale et sur l'Asie du Sud. Il est maintenant agrégé supérieur de recherches à l'Université d'Ottawa, ainsi qu'associé de recherche en NSI. Ses recherches et articles actuels concernent autant l'architecture mondiale de développement que l'efficacité de l'aide et les résultats des pays donateurs.

Jomo K. Sundaram, Secrétaire général adjoint au développement économique, Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies

Jomo Sundaram est Secrétaire général adjoint au développement économique au Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et coordonnateur de recherche honoraire pour le Groupe intergouvernemental des 24 pour les affaires monétaires internationales et le développement. Il agit également comme conseiller du président de la 63^e Assemblée générale de l'ONU et comme membre de la Commission Stiglitz d'experts. Il a occupé des postes d'enseignement à la Faculté d'économie et d'administration de l'Université de Malaisie, à l'Université des sciences de Malaisie, à l'Université Harvard, au Collège Yale, à l'Université nationale de Malaisie, à l'Université Cambridge et à l'Université Cornell. Ses plus récentes publications sont *Tigers in Trouble; Rents, Rent-Seeking and Economic Development: Theory and the Asian Evidence; Malaysian Eclipse: Economic Crisis and Recovery;* et *Globalization Versus Development: Heterodox Perspectives and Southeast Asia's Industrialization*. Il est cofondateur du International Institute for Development Economic Analysis Network, un organisme sans but lucratif qui relie entre eux des économistes du développement de tous les coins du monde. Il détient un baccalauréat de l'Université Yale et une maîtrise et un doctorat de l'Université Harvard.

Oscar Ugarteche, Instituto de Investigaciones Economicas, Université nationale autonome de Mexico (UNAM)

Oscar Ugarteche est chercheur principal à l'Institut de recherches économiques (Instituto de Investigaciones Economicas) de la UNAM, à Mexico, et il est membre du Réseau latino-américain sur la dette et le développement (LATINDAD). Il a été professeur de finances internationales à l'Université catholique du Pérou.

LISTE DES PARTICIPANTS

Remarque : ceci n'est pas une liste complète des participants à la conférence car un grand nombre de personnes ont souhaité que leurs renseignements personnels demeurent confidentiels.

1. Soren Ambrose, Action Aid International
2. Raymond Baker, Global Financial Integrity
3. Bob Baldwin, Independent
4. Gerry Barr, Canadian Council for International Co-operation
5. Francisco Barrio, Embassy of Mexico
6. Gordon Betcherman, School of International Development and Global Studies, University of Ottawa
7. Amar Bhattacharya, Intergovernmental Group of 24
8. Iain Brannigan, Political, International and Development Studies Student Association, University of Ottawa
9. David Bruer, Inter Pares
10. Nicolas Bruehl, Embassy of Switzerland
11. Louise Casselman, Public Service Alliance of Canada
12. Andrew Clarke, Embassy of Australia
13. Tracey Coates, Canadian Environmental Network
14. Fidel Coloma, Embassy of Chile
15. Duff Conacher, Democracy Watch
16. Norman Cook, Nagoya / Osaka Univeversity for Law and Economics, Japan
17. Catherine Coumans, MiningWatch Canada
18. Roy Culpeper, The North-South Institute
19. John Davies, International Finance and Development Division, Finance Canada
20. Raywat Deonandan, University of Ottawa
21. John Dillon, KAIROS-Canada
22. Lucia Dolcetti, University of Ottawa
23. Mai Elramly, University of Ottawa
24. Monina Febria, University of Ottawa
25. John Foster, The North-South Institute
26. Robert Fox, Oxfam-Canada
27. Martin Franche, Canadian International Development Agency
28. Chuck Freedman, Centre for Monetary and Financial Economics, Carleton University
29. Laurel Gascho-Ramirez, Department of Finance
30. Heather Gibb, The North-South Institute
31. Peter Gillespie, Inter Pares
32. Sybil Grace, Nonviolent Peaceforce Canada
33. Iyoywuese Hagher, Nigerian High Commission
34. Teresa Healy, Canadian Labour Congress
35. Pablo Heidrich, The North South Institute
36. Lina Holguin, Oxfam-Québec
37. Sebastien Hubert, Embassy of France
38. Gail Hurley, European Network on Debt and Development
39. Nihal Kappagoda, Nihal Kappagoda & Associates
40. Davis Kateregga, Rio+10 Coalition
41. Amy Kishek, University of Ottawa
42. Catherine Kunz, Canadian International Development Agency
43. Genevieve Leroux, Carleton University
44. Kari Polanyi Levitt, Emerita Professor, McGill University
45. Domenico Lombardi, Oxford Institute for Economic Policy
46. Peter Loveridge, Carleton University
47. Lisa Mallin, Carleton University
48. Loredana Marchetti, International Development Research Centre
49. Andrea Martinez, School of International Development and Global Studies, University of Ottawa
50. Jane Maxwell, The North-South

- Institute
51. Fiona Meyer Cook, Canadian Council for International Co-operation
 52. John Mihevc, KAIROS Canada
 53. Lisa Mills, Carleton University
 54. Mejlina Modanu, Department of Foreign Affairs Canada
 55. Gisele Morin-Labatut, Independent
 56. Bill Morton, The North-South Institute
 57. Tina Nanyangwe, former Debt, Aid and Trade Programme, Jesuit Centre for Theological Research
 58. Johan Nel, High Commission of South Africa
 59. Shailabala Nijowne, Consultant
 60. Anna Nitoslawska, Canadian Labour Congress
 61. José Antonio Ocampo, Program in Economic and Political Development, School of International and Public Affairs, Columbia University
 62. Ethan Plato, International, Development Studies Student Association
 63. Kari Polanyi-Levitt, McGill Emerita
 64. Tasmin Rajotte, Quaker International Affairs Programme
 65. Mandy Robertson, The North South Institute
 66. Marvin Robertson, Université de Québec
 67. Chantal Robillard, Universities of Ottawa and McGill
 68. Cristina Rojas, Norman Paterson School of International Affairs, Carleton University
 69. Siobhan Rowan, Development and Peace
 70. Dane Rowlands, Carleton University
 71. Arne Ruckert, University of Ottawa
 72. Deloris Russell, Canadian Nurses Association
 73. Bill Ryan, Jesuit Forum
 74. Sabina Saini, Results Canada
 75. Marion Sandilands, International Development Research Centre
 76. Rachel Savard, University of Ottawa
 77. Jean-Baptiste Sawadago, Leader One Inc.
 78. Rodney Schmidt, The North-South Institute
 79. Rashmi Sharma, Canadian International Development Agency
 80. Yaroslav Shiskin, Embassy of the Russian Federation
 81. John Sinclair, School of International Development and Global Studies, University of Ottawa
 82. Anurag Sinha, Consultant
 83. Rebecca Smith, International Development Research Centre
 84. Sandra Smithey, Charles Stewart Mott Foundation
 85. Susan Spronk, University of Ottawa
 86. Gauri Sreenivasan, Canadian Council for International Cooperation
 87. Nicci Stein, Interagency Coalition on AIDS and Development
 88. Jomo K. Sundaram, Department of Economic and Social Affairs, United Nations
 89. Jean-Louis Tierman, Canadian Security Intelligence Service
 90. Bob Thomson, Consultant
 91. John Toth, Toth Equity Limited
 92. Oscar Ugarteche, Instituto de Investigaciones Economicas, UNAM, Mexico
 93. Mel Watkins, Make Poverty History
 94. Clare Westwood, Pesticide Action
 95. Stephen Williamson, TWD Associates
 96. Kristin Weatherall, Oxfam Canada
 97. Surendrini Wijeyaratne, Canadian Council for International Cooperation

Le 16 octobre, 2009